

Ministère de la Culture
CFDT - CFTC - CGT - FSU - UNSA - SUD

Monet se paie la précarité !

Hier, jeudi 4 novembre, dans le cadre de la dynamique de luttes contre la réforme des retraites, près de 200 agents du ministère de la Culture venus de plusieurs régions ont offert au public l'accès gratuit à l'exposition Monet aux Galeries Nationales du Grand Palais.

De 12 heures à 17 heures, dans l'unité, les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), les personnels des musées et notamment de la filière accueil, surveillance et magasinage ont exprimé publiquement leur ras-le-bol du sous-effectif, de la précarité et des privatisations qui gangrènent nos missions et nos établissements et des attaques contre nos acquis sociaux. Cette action a été menée de manière pacifique par l'intersyndicale Culture et la CNT, organisation représentative à l'Inrap,

Face à la surdité encore et toujours de Frédéric Mitterrand et de son cabinet, cette action populaire en appelle d'autres. L'intersyndicale et les personnels ne lâcheront pas. Ni précarisation des contrats et du travail, ni privatisations de nos missions : nous ne laisserons pas Frédéric Mitterrand et ceux qui l'entourent saccager ainsi le ministère et ses établissements.

A service public culturel, emplois publics statutaires, salaires et conditions de travail décents : cette urgence et cette exigence sociales ne sont pas négociables !

A 17h30, une délégation d'une cinquantaine d'agents s'est rendue, sous bonne escorte policière, des Galeries Nationales du Grand Palais au siège du ministère pour être reçue par Claire Lamboley, la conseillère sociale du Ministre et par Philippe Bélaival, directeur général des Patrimoines.

Cette réunion de crise qui a duré jusqu'à 22h30 a de nouveau apporté la démonstration des conséquences sociales catastrophiques du « contrat d'activité » (CDA) expérimenté à l'INRAP. Le CDA, ce contrat ultra-précaire doit purement et simplement être retiré sans délai et définitivement rangé aux oubliettes du ministère et de la Fonction publique (qui se prépare à l'étendre à l'ensemble des départements ministériels contre l'avis unanime des organisations syndicales de la Fonction publique).

Les manquements de la direction générale de l'Inrap font que les agents en CDA travaillent sans contrats. Ce qu'ils refusent ! De même, il est inimaginable et inacceptable que ces agents ne soient pas payés en temps et en heure et qu'ils ne perçoivent pas rapidement les indemnités de précarité et les allocations chômage qui leur sont dues.

A terme, les archéologues exigent des créations de CDI, seuls contrats capables de garantir la pérennité scientifique d'une mission essentielle à la chaîne patrimoniale, à l'histoire et à la culture.

Voilà ce que nos collègues, souvent très jeunes et maintenus par des politiques parfaitement réactionnaires dans des situations sociales inqualifiables sont venus dire, en direct, avec dignité et détermination, à Claire Lamboley et Philippe Bélaival.

Après des débats acharnés et deux suspensions de séance, la représentante du Ministre et le Directeur général des Patrimoines ont fini par donner instruction écrite, sur le champ, à la direction de l'INRAP de « faire procéder au paiement des rémunérations dues aux agents en CDA dans les délais les plus brefs, au besoin en recourant à des moyens exceptionnels... » Cette instruction qui en dit long sur le scandale qu'est le CDA a donné lieu à une réunion ce vendredi matin au siège de l'INRAP. La DRH s'est engagée à ce que les salaires des agents concernés leur soit versés d'ici le milieu de la semaine prochaine.

Concernant les externalisations-privatisations et plus particulièrement les menaces qui pèsent

sur la filière accueil surveillance et magasinage, nous sommes bien évidemment revenus sur l'exemple cuisant de Fontainebleau. Jean-François Hébert, président de cet établissement public et, cerise sur le gâteau, préfigurateur de la future Maison de l'Histoire de France, n'a en effet rien trouvé de mieux face à la pénurie d'emplois qu'il a lui-même créée lorsqu'il était directeur de cabinet de Christine Albanel et qu'il mettait en œuvre la RGPP que...de privatiser les missions d'accueil et de surveillance et ce jusqu'au cœur des salles d'exposition permanentes.

Une fois de plus, nous avons demandé au cabinet du Ministre et au directeur général des Patrimoines d'avoir le courage d'exercer et d'assumer enfin leur tutelle sur l'établissement public de Fontainebleau et d'exiger l'arrêt immédiat de ces mesures de privatisation.

Jusqu'à une heure avancée de la soirée, nous avons mis en garde les autorités ministérielles et l'administration contre la tentation d'étendre à d'autres musées, services et établissements - notamment à l'occasion de la création de la Maison de l'Histoire de France - ces décisions de privatisation des missions publiques.

Si les choix et les méthodes douteuses de Monsieur Hébert constituent déjà en soi une véritable déclaration de guerre, l'incapacité de Madame Lamboley et de Monsieur Béval à prendre des engagements fermes pour l'avenir nous invitent à rester unis et combatifs, tous ensemble sur le pont.

L'action « No Money for Monet » a fait mouche. Elle permet après d'autres de lever le voile sur les effets concrets et les conséquences vécues d'une politique libérale décomplexée et véritablement très brutale pour les agents et le service public culturel.

Nous n'en resterons pas là ! Pour l'emploi et contre la précarité, nous serons dans l'unité au rendez-vous des luttes. Notre combat paie. Il va se poursuivre très activement.

Paris, le 5 novembre 2010